



**DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE  
DU FORUM DES FEMMES AFRICAINES**

**ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE**

**23-24 Août 1999**

---

Fundação Cuidar o Futuro

*S. Exc. Madame Maria de Lourdes Pintasilgo*

Ancien Premier Ministre

le 23 août 1999

Madame la Présidente,  
Chères Collègues,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,



Je considère comme un privilège de pouvoir m'adresser à vous ce matin. Comme M. Enweze, le Vice-Président de la Banque africaine de développement l'a dit, quand on affronte la question "Hommes et Femmes" dans la décision politique, on ne peut que faire un constat : la parité n'a pas été atteinte.

C'est pourquoi ce que je tiens à esquisser devant vous ce matin ce sont quelques éléments résultant de mon expérience et de ma pensée ce sont quelques éléments concernant la démarche vers l'égalité, en particulier dans la prise de décision.

## INTRODUCTION

Le lieu dont je parle est un lieu assez particulier. Quand je suis entrée au lycée, j'avais dix ans et j'ai décidé de devenir ingénieur. Une des motivations les plus fortes qui me poussait dans une direction si peu habitée par des femmes était le désir de voir si les femmes étaient capables de faire les mêmes choses que les hommes !

texte A

Mais plus d'un demi-siècle plus tard, je me vois souvent dans des conférences qui partent du constat des insuffisances de la présence et de la représentation des femmes dans toutes les structures de la vie sociale.

Je deviens alors perplexe : je ne peux que faire écho à la fameuse phrase de Simone de Beauvoir dans son autobiographie : "Ai-je été flouée ?". Dans cette question, il s'agit moins de mon destin personnel que de l'enjeu collectif portant sur le destin de toutes les femmes.

Sous cet angle, je pense que, dans un sens, j'ai été flouée. Dans mon innocence d'enfant et d'adolescente, je ne pensais pas que les transformations sociales avaient une telle lenteur géologique.

Par ailleurs, je reconnais que la problématique des femmes au pouvoir n'est pas une problématique isolée mais qu'elle s'articule avec d'autres questions sociales dont la nature même du pouvoir n'est pas des moindres.



Fundação Cuidar o Futuro



évolution. C'est pourquoi le changement demeure le critère et l'horizon ultime d'une participation réussie des femmes à la vie politique.

A la limite, dans ma perspective, il n'y a que cela qui compte :

- .les femmes dans la politique, oui ;
- .avec tous les moyens que nous sommes capables d'inventer, oui;
- .mais pour que la politique réponde davantage aux vrais et immenses problèmes des personnes et des peuples.

Les travaux des Conférences mondiales sur les Femmes et les innombrables études qui sont parues depuis, montrent, en rendant objectif ce que chaque femme connaît subjectivement, que les femmes ont, que nous avons des expériences qui se recourent au-delà des différences de nationalité, d'aire géo-politique, d'âge ou de culture.

De ce fait, les femmes constituent *la catégorie sociale la plus internationale* en train d'émerger dans la société contemporaine.

## Fundação Cuidar o Futuro

Ce qui veut dire que la présence des femmes dans la vie politique n'est plus une question marginale. Il y va de l'orientation de toute la société, depuis ses fondements jusqu'à ses clés de voûte. Il y va du devenir même de l'exercice du pouvoir politique.

En effet, l'accès des femmes aux postes de prise de décision et de hautes responsabilités dans le domaine politique a une valeur sociale et culturelle décisive pour le futur. En rétablissant l'équilibre et la parité des droits entre les deux groupes sociaux hommes et femmes, ce n'est pas uniquement une question de justice : c'est toute tentative de marginalisation de n'importe quelle catégorie sociale qui est mise en échec.

La levée des interdits qui pèsent sur les occupations des femmes contribue à annuler des tabous qui les ramènent à des fonctions et rôles figés et qui ont leurs racines dans les couches mentales enfouies des différentes cultures. La disparition de ces murs - de ces clôtures de représentation des femmes - présents dans les



interdits et les tabous élargit dans l'imaginaire collectif, et, au premier chef, dans celui des femmes elles-mêmes, l'éventail de possibilités qui leur sont ouvertes dans la société et, en particulier, dans la gestion des choses publiques.

L'égalité entre hommes et femmes et leur totale parité apparaissent de plus en plus comme un élément fondateur de la société à tous les niveaux.

Une égalité, devenue parité, est la seule qui accomplisse la pleine universalité des droits humains et, ainsi, oblige à tout repenser : le travail, la famille, les établissements humains, la culture, la politique.

Parce qu'elle détruit l'hégémonie d'un seul groupe d'êtres humains, la parité entre les hommes et les femmes dépasse la catégorie abstraite de pluralité pour ouvrir les possibilités du pluriel dans la vie, dans la société.

Ce mode pluriel rejette le clonage politique. En exigeant la contribution unique de chaque personne, il impose à chacun l'obligation de s'affirmer dans la vie civique, dans la vérité de sa conscience et de ses convictions. Il crée ainsi des conditions plus transparentes et plus responsables à l'exercice des fonctions qui reviennent à tous les élus.

Ce mode pluriel est aussi à l'oeuvre dans la vie associative qui structure, qui produit la société. C'est pourquoi les organisations non gouvernementales et non lucratives doivent devenir des partenaires sociaux.

Ce mode pluriel dépasse les catégories dichotomiques de la démocratie occidentale et appelle des chemins de construction convergente où les synergies prennent le dessus sur les antinomies.

Malgré les bouleversements sociétaux induit par la parité entre les hommes et les femmes, l'égalité n'a pas que des conséquences positives. Très souvent, pour fonctionner sur un pied d'égalité avec les hommes, les femmes ont été contraintes d'assimiler les valeurs culturelles masculines qui régissent la vie dans l'espace publique. Le simple accès se fait souvent aux dépens du refoulement par les

femmes elles-mêmes (dans l'effort que nous faisons pour une adaptation à outrance)  
des valeurs et de la culture féminines.

Aussi l'égalité, quand elle devient "une intégration unilatérale des femmes au monde des hommes" peut créer *une nouvelle forme d'inégalité* faite de camouflage, de travesti, qui opprime les femmes plus que ne le faisaient les interdictions du passé. L'invisibilité et le silence qui en découlent pèsent d'un poids accru sur le féminin qui peut aller jusque non plus au refoulement (on ne peut refouler ce qui n'est pas) mais au total anéantissement de la culture des femmes. Quand il en est ainsi, on se trouve devant un immense gaspillage d'un potentiel inédit d'innovation et de renouvellement de la vie sociale et politique.

C'est pourquoi on ne peut manquer de regarder en face les effets pervers des mécanismes qui se sont mis en marche pour l'égalité dans le domaine politique. L'absence d'une expression nette de la culture des femmes n'est pas uniquement une perte pour elles-mêmes mais aussi l'absence d'un apport nouveau à la mise en place de structures démocratiques et de politiques publiques adéquates à la société d'aujourd'hui.

## Fundação Cuidar o Futuro

Pour qu'une telle absence soit colmatée, la poursuite de l'identité des femmes est indispensable. Les aspects sociétaux et politiques dont nous parlons aujourd'hui demandent que soit plus poussé, chez chaque femme, le processus identitaire, le seul à assurer que ne se perde pas la culture du groupe social constitué par les femmes.

J'ai la conviction que les difficultés de la représentation des femmes dans la prise de décision sont étroitement liées à d'autres phénomènes. Ce n'est qu'en tant qu'ensemble de problèmes, en tant que véritable sous-système, que j'estime possible d'aborder la problématique des réponses qui peuvent y être apportées. Le contexte socio-politique devient partie prenante de la question de l'égalité car toute problématique sociale s'insère de nos jours dans un cadre de complexité. C'est ce cadre qu'il faut essayer d'esquisser à l'aide de plusieurs entrées :

- . Une démarche de citoyenneté
- . Un contexte contemporain incertain et sans repères
- . Un regard sur les obstacles d'accès



7

- . Des ébauches de stratégie pour le présent
- .Un pouvoir en transition vers de nouveaux mécanismes et de nouvelles formes
- .Un contrat sexuel au coeur du contrat social.

Fundação Cuidar o Futuro



## II. Une démarche de citoyenneté

Nous avons conscience que nous sommes aux prises, partout dans le monde, avec la définition et la mise en acte d'une véritable citoyenneté.

De plus en plus, il nous faut définir et mettre en acte une citoyenneté qui rende justice à l'étroite indivisibilité des droits civiques, sociaux, économiques, politiques et culturels.

Et cette indivisibilité n'est pas uniquement une question de droit stricto sensu mais elle nous amène d'emblée à l'interdépendance des grands domaines qui structurent la vie sociale; nous entrons alors dans la voie transdisciplinaire, dans l'organisation transsectorielle, enfin une voie d' "entre-savoirs". C'est le réaménagement total du politique qui en découle.

En passant du niveau abstrait des droits aux éléments concrets, structurants de la société, nous reconnaissons l'action non plus des individus mais des sujets. Car nul autre que le sujet ne peut intervenir dans la société.

Dans le sujet est présente la personne entière, avec son identité et son statut qui s'exprime à la fois par la responsabilité et la liberté. Que le sujet soit un homme ou une femme, en lui se confondent une expérience et une pensée propres.

En d'autres termes, plus simples, le sujet est acteur social ; par lui adviennent le changement et la transformation des idées et des institutions.

En prenant cette affirmation comme axe de pensée, je dois me référer nécessairement aux grandes transformations sociales du XXème siècle qui fournissent un cadre social et conceptuel capable de nous mener au coeur des questions dont nous discutons aujourd'hui.

Ces transformations sociales majeures sont dues non seulement aux percées faites par des idées nouvelles mais aussi à l'avènement de nouveaux acteurs sociaux.

Je récapitule ces transformations dont nous sommes bien conscientes à l'aube du XXIème siècle.

D'abord, au début du XXème siècle et jusqu'à la IIème guerre mondiale, le mouvement ouvrier, dans l'hémisphère nord, nous affranchit du travail subi comme oppression. (Bien sûr, ceci n'est pas accompli dans tout l'hémisphère nord et reste encore à faire au regard de l'oppression croissante dans le travail pour une immense majorité des populations de l'hémisphère sud.) Dans son expression organisée - les syndicats -, le mouvement ouvrier nous a légué les horaires de travail, le congé hebdomadaire, les vacances, la protection face aux risques dans le travail.

Il a ainsi enrichi - et c'est le point clé de cette mouvance - le **respect de la dignité humaine**, en considérant comme sujet de droits inaliénables les hommes en tant que travailleurs, quel que soit leur métier. L'égalité foncière de tout agir humain a mis en valeur une dignité accrue.

Deuxièmement, après la IIème guerre mondiale, en particulier après la Conférence de Bandung en 1955, se sont affirmées les tendances croissantes à l'autonomie et à l'indépendance des territoires colonisés.

Cette mouvance-ci s'est traduite sociologiquement dans les mouvements de libération des peuples qui virent le jour partout dans le monde. Avec eux a changé radicalement le visage social et politique du monde.

La liberté de ces peuples a enrichi notre propre liberté. Et ainsi, je souligne, s'est enrichi aussi le **respect de la dignité de tous les êtres humains**, quel que soit leur race, leur couleur, leur groupe ethnique.

Finalement, dans le dernier quart de siècle, a été reconnu le mouvement des femmes, jalonné par les grandes Conférences des Nations Unies de 1975 à 1995. Il s'est manifesté dans une innombrable variété de groupes, d'associations, de départements universitaires, de centres de recherche. Dans une activité foisonnante et toujours originale, ce mouvement a mené plus loin la démarche des deux autres acteurs sociaux qui l'ont précédé.

En soulignant le caractère irréductible des hommes et des femmes à la catégorie de personnes humaines abstraites et neutres, en procédant à des analyses poussées concernant tous les pays, en formulant des plans d'action toujours plus exigeants, le mouvement des femmes est arrivé en 1993, lors de la Conférence sur les Droits Humains, de l'ONU, à Vienne, à la reconnaissance des droits des femmes en tant que droits humains, ce qui veut dire qu'ils ne sont plus négociables.

La mouvance des femmes dans les institutions internationales, régionales, nationales et dans tous les petits groupes où elle a pris corps, a, elle aussi, contribué à **l'enrichissement du respect de la dignité de tous les êtres humains, quel que soit leur sexe**.

Amener à son terme ce phénomène social m'apparaît comme un impératif où se joue le futur de l'Humanité. Ce n'est pas un opportunisme arithmétique qui est en train d'être défendu actuellement (parce que nous sommes plus nombreuses que les hommes, etc.). C'est, au contraire, la conviction que la participation équilibrée des hommes et des femmes à la prise de décision doit acquiescer sa véritable dimension historique et être reconnue dans ses manifestations. Ainsi se révèle son enracinement dans la quête de la citoyenneté. Ainsi peuvent être assurées des bases plus solides pour l'Etat de droit et plus riches pour la démocratie.



### III. Un cadre contextuel

Ce que je viens d'esquisser ne constitue qu'un premier volet - celui qui amène à la reconnaissance du sujet des droits humains, l'homme et la femme, comme formes différenciées et irréductibles de l'humain dans son existence réelle.

Deux autres volets l'encadrent et le chargent du poids de ce qui est contemporain, de la force de l'aujourd'hui de l'histoire.

Dans le deuxième volet, le démantèlement du monde communiste et, paradoxalement, l'érosion simultanée des grands principes de la démocratie occidentale ne laissent pas intactes les institutions politiques, le rapport entre les gouvernements et les représentants du peuple, l'autonomie de décision des Etats face à la question ultime de la guerre et de la paix - comme nous l'avons vu lors de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie au Kosovo.

Il m'apparaît comme particulièrement grave la difficulté (la difficulté ... m'apparaît) que les dirigeants politiques ont à comprendre aujourd'hui qu'une fois mise entre parenthèses (ou reléguée au second plan) l'Organisation des Nations Unies, il ne nous reste aucune institution internationale qui puisse donner naissance à un monde multipolaire. Tout cela demande que nous repensions le politique.

Il s'agit de constater l'inadéquation de nos paroles et de nos institutions non seulement aux problèmes auxquels nous avons à faire face aujourd'hui mais aussi à l'idéal démocratique lui-même.

Dans le troisième volet s'alignent les grands problèmes de ce qu'on peut appeler l'agenda pour le IIIème millénaire que les Conférences des Nations Unies ont élaboré pendant cette décennie. Dans cet agenda s'entend l'appel pour un effort massif capable de venir à bout de l'inexprimable malheur de plus d'un milliard d'êtres humains.



C'est pourquoi nous ne pouvons pas ne pas faire face à une économie dérégulée et inhumaine, conduite par la seule logique de l'idéologie du marché.

La globalisation de l'économie nous envoie de plein fouet le vide de ce qu'on appelle "l'ordre mondial" et l'urgence de bâtir au moins quelques règles du jeu et de s'en tenir à ces règles-là.

Un tel ordre est à inventer. Et cet ordre, dans ce monde où la vie des personnes est en jeu et où nous n'avons pas été à même de répondre à leurs besoins fondamentaux, devrait être inspiré par le prix Nobel d'économie de 1998, Amartya Sen. Il dit de façon très nette et l'a prouvé dans toute son oeuvre, que l'économie n'est qu'un moyen, un moyen au service des besoins essentiels des êtres humains.

Tâche d'autant plus difficile qu'il n'y a plus de grands englobants, que nous avons créé des sociétés du tout fragmenté, du regard instantané, où "zapper" est le mode d'observer les choses, les événements, les êtres. Nous avons ainsi réduit de façon radicale les possibilités d'une éthique qui puisse nous aider à juger les situations et à réagir aux défis qu'elle présente.

Les "dividendes de la paix" dont nous parlions au lendemain de la fin de la Guerre froide - ça semble déjà si loin - nous ont amenés à considérer la sécurité humaine dans toutes ses dimensions.

Je voudrais bien souligner ce qui est l'expérience de nous tous et de nous toutes : aucune de ces dimensions de la sécurité humaine n'est étrangère ni aux hommes ni aux femmes. Pour reprendre le langage malheureusement morcelé de l'organisation des institutions politiques, "l'éducation" comme "la défense", "la santé" comme "les affaires étrangères", "la justice" comme "l'environnement", sont des enjeux pour tous, femmes et hommes. Aussi en deviennent-ils leur responsabilité commune et partagée.

S'il en est ainsi, comment se fait-il que les femmes soient encore tenues à l'écart de telles responsabilités ?

#### IV. Obstacles pour l'accès à la prise de décision

Des obstacles majeurs se lèvent contre ces évidences. Je rappelle les obstacles qui sont dénoncés le plus souvent. Nombreuses sont les études qui les détaillent empêchant encore de nos jours la participation équilibrée des hommes et des femmes.

Je ne veux pas escamoter le premier obstacle, celui de l'invisibilité des femmes.

- . Invisibilité de leur être au bénéfice de leur paraître;
- . invisibilité des nombreuses tâches qui leur reviennent et qui soutiennent la société ;
- . invisibilité de leurs actes issus souvent des habitudes de multi-fonctionnalité de la vie de la presque totalité des femmes.

Or, une telle multifonctionnalité constitue une véritable sous-culture s'opposant, dans ses méthodes, à la spécialisation forcenée de la culture dominante.

Leur multifonctionnalité prépare les femmes à se situer d'emblée dans un monde de complexité. La diversité des registres où elles sont appelées à s'exprimer (par paroles et par actes) leur rend familières la pluralité des enjeux, leurs interactions et les contradictions entre eux. C'est un immense atout pour la participation des femmes à la prise de décision politique.

Car la plupart des acteurs politiques ne prennent pas acte de la complexité du monde et gère la politique actuelle avec les catégories mentales du XIX siècle et du début de l'industrialisation, ou, dans la meilleure des hypothèses, avec l'insouciance qui présidait à l'essor des entreprises dans les années 60 jusqu'à la première crise pétrolière...

Cette désuétude du fonctionnement politique m'amène à renverser la question traditionnelle. Nous nous demandons, en effet, comment les femmes peuvent avoir accès à la prise de décision politique. Je suis obligée de formuler la question réciproque : **comment la politique a-t-elle accès aux femmes?**

En d'autres termes :

- la politique est-elle adaptée aux femmes et à leur sens de la complexité du réel?
- leur permet-elle d'être *sujets* de l'histoire contemporaine au lieu d'être les "figurants" auxquels sont réduits beaucoup de personnages politiques?

Les femmes elles-mêmes renforcent souvent leur invisibilité. Il y a, sans aucun doute, ce qu'on a appelé souvent l'ambiguïté du féminin - le désir et le rejet, l'audace et la peur qui tiraillent parfois de l'intérieur les femmes. Cette ambiguïté a été abondamment étudiée. D'ailleurs, nous la connaissons toutes, même lorsque nous avons déjà plusieurs décennies derrière nous. Il en va pour beaucoup du manque de confiance en elles-mêmes - en nous-mêmes -, mais il en va aussi du climat que les femmes rencontrent souvent dans les institutions les plus diverses de la société.

Le deuxième obstacle se trouve dans le fait qu'un élément de notoriété est nécessaire pour qu'on puisse se présenter, à une entreprise, à une organisation. Pour qu'on puisse poser sa candidature au plan politique, la démarche nécessaire ne s'étaye pas de la même manière que celle des hommes. Les hommes constituent une classe bio-sociale, politico-culturelle qui a une longue histoire de cohésion interne. Même en tant qu'adversaires, la complicité qui règne entre eux est une barrière presque infranchissable pour des femmes qui n'ont pas été entraînées aux coups et contre-coups des cours de récréation et qui, peut-être, ne veulent pas l'être.

Les femmes pressentent peut-être que pour elles il y aurait risque d'entretenir des rapports qui conduisent facilement à abandonner la transparence, l'ouverture et l'appréciation de l'autre.

La notoriété s'acquiert par des prestations exemplaires, par le soutien populaire et par les media. Or, les institutions, même celles où il y a une majorité de femmes, ont souvent intériorisé un modèle masculin comme norme de tous les comportements.

Les hommes ne dominent pas uniquement les institutions ; ils y formulent les règles du jeu ; ils définissent les normes d'évaluation. Ce sont des normes et des valeurs, certes, mais aussi des styles de vie et de comportement.

Un paradigme domine cette autre culture. Celui engendré par une société de plus en plus envahie par la compétition et l'affrontement - le paradigme des "gagnants et des perdants".

Les femmes estiment que, bien au contraire, une société où tous sortiraient "gagnants" serait pétrie de respect mutuel, de collaboration et d'essais multiples pour trouver des issues.

Les femmes veulent être présentes dans la prise de décision, pas uniquement en tant que force intérieure et influente mais aussi en tant que force agissante dans le continuel rapport avec la réalité sociale.



Fundação Cuidar o Futuro

## V. Ebauches de stratégies

Les fonctions de prise de décision sont vues dans nos sociétés comme s'il s'agissait de vocations à vie, donc intouchables. Une fois, à un moment où je n'avais aucune fonction élective, on m'a dit : "ah, quel dommage, maintenant vous n'êtes rien". Cette remarque exprime l'idée que la vie est quelque chose que l'on parcourt en grim pant toujours plus haut. Mais nous avons de beaux exemples de gens qui "au lieu de monter, changent d'orientation", pas de "to climb up" mais "to switch over". Dans ces exemples, on découvre des modes et des modèles entièrement nouveaux. Et ceci parce que le cycle de la vie de chaque personne est un continuum où peuvent s'inscrire différentes formes d'activité.

La prise de décision demande aussi un entraînement mais cet entraînement n'est pas nécessairement un apprentissage formel ; il est surtout la capacité de saisir un problème, de le mettre en équation et d'en établir les scénarios possibles pour le résoudre en temps utile.

Comment ? Une petite histoire peut nous montrer de quel apprentissage je parle ici.

Dans les années 80, Geraldine Ferraro, après avoir été battue aux élections présidentielles aux Etats-Unis, a réuni à San Francisco des femmes qui étaient ou qui avaient été des femmes politiques. (On était moins nombreuses qu'aujourd'hui quand même !). Elle a fait une enquête sur le parcours des participantes jusqu'à des fonctions de pouvoir. Or, toutes, sans exception, nous avons dit avoir acquis nos capacités de prise de décision, de leadership, à travers des organisations non gouvernementales. C'est dire que l'entraînement dans la prise de décisions s'était fait dans la société civile.

Ce qui signifie que la prise de décision a besoin d'être réfléchie et repensée à l'intérieur de la vie de chaque femme et des parcours bien différenciés de chacune.

Une lucidité accrue est aussi indispensable pour rendre compte de problèmes plus profonds, de problèmes structurels que toute ébauche de stratégie doit

surmonter. Il s'agit - et il faut le regarder en face - de véritables intérêts contradictoires entre les hommes et les femmes qui sont passés sous silence, voire occultés.

En effet l'agenda "politique" des hommes et des femmes dans tous les domaines n'est pas le même. Une telle différence est parfois frappante et prend des formes qui dérangent toujours et qui peuvent mettre un frein à la mise en oeuvre des stratégies.

En outre, l'entrée des femmes dans des fonctions de prise de décision n'est qu'un premier pas. Il s'ensuit une phase qui est celle d'apprendre "les lois" non écrites et pourtant parfois plus contraignantes que les véritables lois. Ceci est aussi vrai à la fonction publique que dans les institutions économiques, et davantage encore dans la vie politique.

Il faut aussi saisir les opportunités. Dès qu'un poste est ouvert, il faut que les femmes établissent leur propre liste. Un exemple intéressant a eu lieu dans les années 80 au Québec. Chaque fois qu'une entreprise ouvrait un poste de prise de décision (de haute responsabilité ?), la Chambre de commerce (présidée à l'époque par une femme) cherchait, parmi les groupes de femmes, des noms de candidates possibles et établissait le lien entre elles et l'entreprise. Beaucoup de femmes sont ainsi sorties de leur invisibilité.

De tels exemples ne peuvent fonctionner que lorsque s'établit une grande solidarité entre les femmes et que les réseaux fonctionnent non pas pour promouvoir des personnes mais pour promouvoir des idées et les rendre fécondes.

Un troisième aspect de cette action du dedans est le dépassement de classifications d'activités ou de domaines en zone "soft" ou "hard". Dans la vie politique, il était de bon ton de minimiser jusqu'à récemment l'importance de portefeuilles revenant aux femmes, en les considérant "soft". C'étaient l'éducation, les affaires sociales, la santé, l'environnement, la culture. "Soft" tout cela ? N'est-ce pas là le noyau dur de toute véritable réforme sociale ? Les domaines "hard" - par excellence les affaires étrangères et la défense - ne sont-ils pas devenus l'interface

entre la vie de chaque société et les problèmes globaux, et, face à l'hégémonie d'un seul pays, ne deviennent-ils pas ainsi "soft", incroyablement "soft" ? Il faut montrer que la logique d'une société axée sur le souci de l'autre rend de plus en plus "hard" les domaines que l'on jugeait jusqu'à récemment comme "soft". Il s'agit, dans le développement des stratégies de présence des femmes dans les fonctions de pouvoir, d'une révolution copernicienne.

Une autre distinction a été de mise : celle qui mettait d'un côté les questions affectant les femmes et de l'autre le point de vue des femmes sur toutes les questions. Dans cette logique, les femmes prenaient les décisions selon l'un de ces deux agendas.

Aujourd'hui, les questions qui affectent les femmes sont des questions pertinentes pour toute la société.

De même, aucune question sociétale n'est extérieure aux femmes. "La circularité du réel" va en effet beaucoup plus loin que nos distinctions apparemment cartésiennes.



Fundação Cuidar o Futuro



## VI - L'utilisation du pouvoir

La problématique de la prise de décision est, au delà de toute autre considération, une mise à nue du problème du pouvoir. Entendons-nous bien, le pouvoir est partout, et il ne faut pas avoir de pudeur, de crainte, pour parler de pouvoir. En effet, le pouvoir circule d'un domaine à l'autre. D'ailleurs il circule de telle manière qu'il pose beaucoup de difficultés à toute société, par exemple, dans la promiscuité entre la politique et les media, ou entre agents économiques et la classe politique, etc.

Nous sommes, en fait, à un tournant de notre compréhension du pouvoir lui-même.

Même quand il se dit démocratique, le pouvoir trouve facilement des rouages par où il peut fonctionner comme cryptique, autoritaire, et, dans la pratique, excluant.

Il faut le redire, il y a un modèle masculin d'exercice des fonctions de prise de décision que les femmes n'acceptent pas de bon gré ; ou, si elles l'acceptent, elles vont souvent mimer ce qui est déjà là ...

Avec l'avènement des femmes aux fonctions de prise de décision, la transition de la notion même de pouvoir devient urgente. Elle aura lieu à plusieurs niveaux dont je souligne les deux qui me semblent les plus décisifs.

Ce sera le passage du pouvoir sur des personnes, sur des appareils, sur des institutions, voire sur l'interprétation même de l'histoire et des faits,  
vers le pouvoir avec d'autres, construit là où l'équipe est nécessaire, dans la multiplicité de ses compétences et de ses perspectives sur les choses et sur les faits.

Ce sera aussi le passage d'un pouvoir qui est résolument contre, qui n'est à son aise que dans l'opposition, qui excelle à dénoncer ce qui est mal,  
vers le pouvoir pour accomplir des buts, pour annoncer des idées nouvelles, pour mettre en oeuvre des mesures capables de défaire les noeuds des problèmes.



On voit émerger, en différents endroits, une réflexion sur le pouvoir - le pouvoir qui est compétence et compassion, qui est conviction et responsabilité, qui se sait nouveau dans un contexte d'interdépendances multiples.

Le pouvoir exercé par des femmes devrait faire l'économie de tout un long parcours et entrer d'emblée dans ces nouvelles formes. C'est une chance pour les femmes et une chance aussi pour la société toute entière que l'accès des femmes à la prise de décision ait lieu à un moment où le pouvoir est appelé à changer de nature, où il lui faut combiner une rationalité technique et opérationnelle sans faille avec un souci de l'autre sans compromis et sans lâcheté. C'est ce souci de l'autre qui est requis dans une nouvelle perspective éthique de l'exercice du pouvoir.

Mais une poignée de femmes ne pourra opérer ce changement. Depuis ma jeunesse, je m'exerce à contribuer pour qu'une masse critique soit atteinte, un nombre dont l'interaction puisse déclencher la réaction en chaîne capable de libérer l'énergie sociale nécessaire au changement.

## Fundação Cuidar o Futuro

Je soupçonne fort, d'ailleurs, que c'est exactement cette réaction en chaîne qui fait peur à ceux qui s'opposent au changement. Car ce qui est en cause dans la levée de cet ultime interdit est peut-être le fait que, pour une fois, ce ne sont pas les hommes qui déterminent le changement ni son ampleur. C'est plutôt la mouvance qui, venant des femmes pendant tout un siècle, remue du dedans la société.

Il n'y a pas de raison pour que l'aboutissement d'une telle mouvance suscite de telles peurs. La prise de décision par des femmes aura de multiples expressions. Un réaménagement des procédures, des normes, voire des valeurs, aura probablement lieu. Mais comment se construirait-elle "l'éthique du futur", si elle ne faisait pas place à de nouveaux acteurs et à leur manière de répondre aux problèmes, c'est-à-dire à leur mode de vivre la responsabilité et d'exprimer leur conviction ?

## VII. Le contrat sexuel au coeur du contrat social

Nous sommes ainsi au coeur du contrat social et, donc, du contrat sexuel.

Il serait illusoire et inutile de vouloir changer le contrat sexuel en laissant intouchées les autres composantes du contrat social. Celui-ci est un tout qui encadre les rapports de pouvoir à l'intérieur de la société.

Plusieurs éléments du contrat social ont ainsi à subir une profonde transformation si nous voulons atteindre la participation équilibrée des hommes et des femmes à la prise de décision.

Je les énumère comme simple synthèse finale :

1. Une citoyenneté accrue, allant jusqu'à penser la représentation politique et l'intervention de la part des citoyens et citoyennes en tant qu'élément essentiel dans la prise de décision concernant les engagements des Etats sur la scène internationale.
2. Le renforcement de la souveraineté, qui, pour certains, est grignotée à cause de la globalisation et des ensembles régionaux mais qui, en fait, ouvre le chemin pour une souveraineté élargie où chaque Etat exercera sa part de responsabilité pour l'ensemble des peuples qui intègrent la région.
3. L'instauration de mécanismes politiques globaux de régulation du pouvoir économique et financier. Nous sommes là devant une des questions clés qui, elle, amènerait un ordre mondial. Nous savons ce que la dérégulation a provoqué dans le monde et nous ne voulons pas accepter cette misère injuste, inqualifiable de tant d'humains.
4. La mise en place d'un socle minimal de droits sociaux capables de réduire le fossé encore existant entre ceux dont les droits sont satisfaits et ceux qui restent laissés pour compte.

5. La redéfinition du travail en termes de société active où tous les membres, à toutes les étapes de la vie, déploient des actions qui les épanouissent et qui sont au service de la société.

6. Une nouvelle équation pour les deux termes famille/travail au plan personnel et social - il ne s'agit pas uniquement de la question d'aménager la vie des femmes pour qu'elles puissent vivre leur double tâche mais aussi et surtout la question de repenser et d'organiser le travail autrement pour que la famille puisse être partie prenante de la vie et des femmes et des hommes.

7. La reconnaissance des associations, organisations, non seulement comme éléments importants de la société civile mais en tant que véritables "partenaires sociaux".

Au niveau social, la société civile ne peut plus être organisée autour d'un seul centre, c'est-à-dire les syndicats et le patronat. La diversité des structures sociales, leur flexibilité, l'interdépendance mutuelle, leur croisement par le mécénat du côté des entreprises, par le partenariat autour de questions qui intéressent également les structures économiques et les structures sociales changera le panorama civique et social. Et rend d'emblée obsolètes les notions actuelles de "partenaires sociaux" appliquées uniquement à deux catégories de groupes. Aujourd'hui, les partenaires sociaux deviennent tous ceux qui se rassemblent autour d'un problème concret, qui s'y rattachent par leurs intérêts. Dans la société d'aujourd'hui, syndicats, patronat, associations, organisations de volontariat, tous devraient être de véritables partenaires sociaux et notamment les organisations de femmes.

Nous avons la chance de pouvoir contribuer à une des transformations majeures de ce siècle, dont les répercussions dans le siècle à venir seront décisives.

8. De par leur rapport aux exigences de la vie dans leur organicité, les femmes dépassent aussi le cloisonnement où les industries culturelles enferment les actes les plus gratuits de l'existence. De même que la culture intègre dans la vie de chaque

femme toutes les expériences du vécu quotidien, la politique-porteuse-de-vie ne peut être qu'un *acte culturel*, bien au-delà de la simple gestion bureaucratique.

En devenant autonomes, en ayant brisé des chaînes de l'invisibilité et de la discrimination, les femmes ne peuvent pas être englouties dans la culture dominante.

Elles ne sortent pas d'un enfermement pour entrer dans un autre enfermement.

Avant la restructuration de la démocratie qui a eu lieu dans mon pays il y a vingt-cinq ans, trois de mes compatriotes ont été amenées devant les tribunaux parce qu'elles ont affirmé avec vigueur cette rupture avec l'enfermement dans la culture dominante :

*"Que personne ne réclame, n'exige,  
ne tente de faire  
que je revienne à la gloire des autres."*

\*

\* \*